



**UNITED NATIONS  
UNIVERSITY**

**Consultant Pays**

*Améliorer l'incidence des partenariats public-privé dans les domaines de l'agriculture  
et de l'environnement*

**Organisation** : L'Université des Nations Unies Institut pour les Ressources Naturelles en Afrique (UNU-INRA)  
**Numéro de Référence** : 2015/UNU/INRA/CTC/(PPP)/02  
**Candidature à** : Par Email: [recruit-inra@unu.edu](mailto:recruit-inra@unu.edu)  
**Date de Clôture** : 30 Juin, 2015

#### **Objectifs de l'Université des Nations Unies:**

L'Université des Nations Unies (UNU) est une communauté internationale d'intellectuels et d'universitaires engagés dans la recherche, la formation de troisième cycle et la dissémination du savoir en vue de la poursuite des buts et principes des Nations Unies, ses Etats membres et leurs peuples. Il sert de groupe de réflexion pour le système des Nations Unies, contribue au renforcement des capacités, en particulier dans les pays en développement, et sert de plateforme d'échange d'idées nouvelles et créatives et de dialogue. Pour plus d'information, visiter le site : [www.unu.edu](http://www.unu.edu).

#### **L'Institut pour les Ressources Naturelles en Afrique (UNU-INRA):**

L'UNU-INRA est l'un des quinze centres de recherche et programmes de formation établis par l'UNU dans le monde entier. La mission de l'UNU-INRA est de renforcer la capacité des universités et des instituts de recherche en l'Afrique afin de mener des recherches de qualité et produire des individus bien formés, bien équipés et motivés, capables de développer, adapter et diffuser des technologies qui favorisent la sécurité alimentaire et promeuvent la conservation et l'utilisation efficace des ressources naturelles du continent pour un développement durable. Pour plus d'information, visiter le site : [www.inra.unu.edu](http://www.inra.unu.edu)

#### **Contexte:**

L'Université des Nations Unies Institut pour les Ressources Naturelles en Afrique (UNU-INRA) met en œuvre un projet de recherche d'un (1) an visant à examiner et évaluer l'état des Partenariats Public-Privé (PPPs) dans l'agriculture dans un nombre représentatif de pays de l'Afrique subsaharienne, de manière à guider des recherches plus poussées, éclairer l'élaboration de politiques et le ciblage de fonds public et privé pour le développement de partenariat.

La dernière décennie a été pour l'Afrique une décennie sans précédent en termes de croissance économique. Dans le même temps, le flux de capitaux privés investis dans les terres agricoles et l'agriculture a augmenté de façon spectaculaire. Cependant, le rythme et la structure de la croissance actuelle n'ont pas encore livré les niveaux d'emplois et de réduction de la pauvreté dont le continent a besoin pour faire face à sa croissance démographique.

En Afrique sub-saharienne, l'investissement du secteur privé est de plus en plus en partie canalisé à travers un nombre croissant de PPPs. Les principaux objectifs des PPPs sont de réduire le risque d'investissement, assurer la livraison efficace des projets, et créer de la valeur ajoutée grâce à des synergies entre les autorités publiques et les entreprises du secteur privé, en particulier par l'intégration et le transfert de compétence, de connaissance et d'expertise des secteurs public et privé. Bien qu'il existe un intérêt croissant pour les PPPs portant sur des projets au bénéfice des petits agriculteurs, il y a peu d'études qui ont établi empiriquement si les PPPs dans le secteur agricole en Afrique subsaharienne peuvent remplir efficacement leurs objectifs visés.

À cet égard, le projet de recherche vise à répondre aux questions suivantes:

- Quels sont les différents modèles de PPP existant dans le secteur agricole et l'environnement, et quels sont les arrangements contractuels ainsi que les modèles financiers qui supportent l'établissement de ces PPPs en Afrique subsaharienne?
- Quels sont les impacts des modèles de PPP existant pour l'agriculture et l'environnement sur la croissance durable et inclusive et la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne?
- Quels sont les canaux par lesquels les différences dans les contextes socio-politiques et économiques et le niveau de fragilité des pays d'Afrique subsaharienne peuvent influencer les modèles de PPP et leurs impacts sur la croissance durable et inclusive et la sécurité alimentaire?

Six pays d'Afrique subsaharienne ont été sélectionnés pour la mise en œuvre du projet: **le Cameroun, le Burundi, le Ghana, le Mozambique, le Sénégal et l'Afrique du Sud**. Avec ces pays, le projet de recherche couvre un nombre important de pays en Afrique subsaharienne avec des niveaux variés de fragilité socio-économique qui nous permettront d'obtenir des données et des connaissances sur la vaste gamme d'instances PPP existants et les parties prenantes. Des travaux sont en ce moment entrepris pour la conception d'outils de recherche uniques et uniformes qui serviront à la collecte et l'analyse des données.

### Principales Responsabilités:

La tâche principale pour cet exercice de consultance est de procéder à la collecte et à l'analyse rigoureuse des données afin de présenter le paysage des initiatives PPPs dans le secteur agricole et l'environnement, et examiner leurs impacts, en utilisant les outils de recherche développés pour le projet. Plus spécifiquement, le consultant pays devra:

- Identifier et engager un dialogue proactif avec les principales parties prenantes impliquées dans le développement des PPPs en agriculture et en environnement dans le pays, afin de discuter avec elles le projet et ses attentes, collecter les données appropriées, et s'assurer de la pleine participation de tous à chaque phase du projet ;
- Analyser les données pour produire une bonne compréhension concernant: (i) le paysage des PPPs qui ont émergé dans l'agriculture et l'environnement ainsi que leurs

caractéristiques; (ii) les risques et les opportunités liés au développement des PPPs dans l'agriculture et l'environnement; (iii) les succès et les échecs des projets de PPP tout en identifiant les facteurs et les conditions essentielles concourant au succès d'un projet ; (iv) les modèles de financement public-privé qui ont émergé pour les PPPs dans le secteur agricole et l'environnement au niveau du pays ;

- Comparer et évaluer les PPPs existants sur la base de leur contribution à: (i) la durabilité environnementale; (ii) l'accès équitable à la terre ; (iii) l'amélioration de la sécurité alimentaire locale; (iv) la création d'emplois assurant l'égalité entre hommes et femmes, et incluant les jeunes ; (v) la cohésion sociale et la résolution des conflits; (vi) l'innovation et le progrès technologique ;
- Examiner les contextes socio-politique et économique du pays ainsi que son niveau de fragilité et analyser comment ces facteurs influencent ou peuvent influencer la structure, la faisabilité, la performance et les impacts de différents modèles de PPP;
- Participer à un atelier national de diffusion pour discuter et valider les résultats de l'étude afin d'orienter les politiques en matière de PPP et pour ouvrir la réflexion à de nouvelles perspectives de recherche.

### Description des livrables:

Les livrables devront inclure, mais pas nécessairement se limiter à:

- Une base de données exhaustive sur les PPPs dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement pour le pays;
- Un rapport complet relevant l'incidence des PPPs dans l'agriculture et l'environnement sur le développement dans le pays d'étude ;
- La participation à l'organisation d'un atelier national de dissémination des résultats du projet.

### Profil du Candidat:

#### Formation Académique

- Diplôme universitaire avancé (Master ou équivalent) en économie, agriculture, sciences du développement, gouvernance, sciences sociales, sciences de l'environnement, ou tout autre domaine pertinent. Un PhD est préférable.

#### Expérience Professionnelle

- Minimum de trois années d'expérience pertinente dans le développement agricole, le développement du secteur privé, le développement de partenariat public-privé, les études d'impact environnementales et sociales;
- Expérience pratique en matière de durabilité de l'environnement, de questions de sécurité alimentaire, de création d'emplois au niveau de la jeunesse et qui prenne en compte l'équité de genre, et de partenariat public-privé est un atout.

- Le candidat doit **résider actuellement dans l'un des pays d'intérêt** (le Cameroun, le Burundi, le Ghana, le Mozambique, le Sénégal et l'Afrique du Sud) et être **affilié à une université ou une institution de recherche dans le pays.**

### Langues

- Excellente maîtrise d'une des deux langues officielles de l'UNU-INRA (anglais ou français) et d'excellentes compétences de rédaction de rapports et de communication.

### **Compétences Clés:**

- Excellentes capacités pour diriger efficacement les activités/projets vers la réalisation des objectifs/résultats;
- Excellentes capacités de chercheur, bonne capacité pour une communication efficace avec les parties prenantes publiques et privées, capacité à prioriser les tâches et à travailler souvent selon des délais serrés.

### **Termes du Contrat:**

#### Rémunération

La rémunération sera fonction de la qualification et de l'expérience du candidat retenu.

#### Durée du contrat

Le candidat retenu travaillera à distance à partir de son pays de résidence dans le cadre du contrat de consultant (CCT) pour une période fixe de cinq (5) mois pour le projet mentionné ci-dessus.

#### Date de début

1er Août 2015, ou dès que possible.

### **Procédure de Candidature:**

Les candidats intéressés doivent soumettre leur candidature, de préférence par e-mail à [recruit-inra@unu.edu](mailto:recruit-inra@unu.edu)

La candidature doit inclure les éléments suivants:

- Une lettre de motivation spécifiant la manière dont les qualifications et l'expérience du candidat correspondent aux exigences du poste;
- Un curriculum vitae;
- Les coordonnées complètes de deux références.

En raison du grand nombre de demandes attendues, seuls les candidats retenus seront contactés.

### **Note:**

Le candidat retenu n'aura pas le statut de fonctionnaire international, ni ne sera un "membre du personnel" tel que défini dans le Règlement du personnel des Nations Unies et règlements. **UNU ne parraine pas un visa de travail pour ce poste.**

Les demandes de candidature de femmes qualifiées des pays en développement sont particulièrement encouragées.